

**ARRÊTÉ N° ARR\_2023\_1337\_AT\_RD678\_MONTMOROT**  
Portant accord technique de voirie (annule et remplace)

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD LONS

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

- VU** La demande en date du 12 Octobre 2023 par laquelle ENEDIS 57 Rue Bersot 25000 BESANÇON, représenté par Mme Salomé PHILIPPON, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de raccordement au réseau électrique d'un panneau publicitaire dans l'emprise de la Route Départementale n° 678 au droit du n° 25, rue Aristide Briand 39570 MONTMOROT ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4, L3221-5 et L3333-8 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le code de l'énergie et notamment les articles L323-3 et L433-3 ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef d'Agence Routière Départementale de LONS LE SAUNIER ;
- VU** L'état des lieux ;
- VU** L'arrêté n°ARR\_2023\_1288\_AT\_RD678\_MONTMOROT en date du 6 octobre 2023 ;

ARRÊTE

**ARTICLE 1** Le présent arrêté **annule et remplace** l'arrêté n°ARR\_2023\_1288\_AT\_RD678\_MONTMOROT sus visé.

**ARTICLE 2 AUTORISATION(S) PRÉALABLE(S)**

Le bénéficiaire est expressément averti que le présent arrêté ne vaut pas autorisation qui relève de réglementations et codes autre que code de la voirie routière. Si tel est le cas pour l'aménagement envisagé, alors il lui revient d'obtenir les accords auprès des autorités compétente.

### **ARTICLE 3 ACCORD TECHNIQUE**

Le concessionnaire désigné dans la demande susvisée est en droit d'exécuter sur la Route Départementale n° 678, commune de MONTMOROT, les travaux énoncés dans sa demande à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent titre ne confère pas à son bénéficiaire le droit réel prévu aux articles L1311-5 à L1311-8 du code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

#### **Implantation et ouverture du chantier**

Le concessionnaire préviendra le service gestionnaire de la voirie de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

La tranchée transversale sera implantée sous accotement au PR 8+0835.

#### **Mode opératoire**

- TRANCHÉE SOUS TROTTOIR

##### Tranchée ouverte sous trottoir

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm.
- Installation d'un grillage avertisseur, à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en G.N.T 0/31.5.
- Compactage par couches de 30 cm.

Réfection à l'identique du trottoir.

- CONTRÔLES DE COMPACITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

#### **Dépôt de matériaux et de matériel**

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement de la RD 678 avec l'accord du service gestionnaire.

#### **Remise en état**

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

### **ARTICLE 5 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER**

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

#### **ARTICLE 6 PRÉVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE ET AUX HAP**

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le concessionnaire est tenu d'**effectuer au préalable** et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le concessionnaire.

#### **ARTICLE 7 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT**

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder un mois. Le concessionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement faisant apparaître les canalisations et les ouvrages principaux réalisés sur la voie publique, dans le délai de trois mois à compter de la réception des travaux.

#### **ARTICLE 8 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE**

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre personnel et il ne peut être cédé sans l'accord du Département. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'occupation du domaine, le concessionnaire devra assurer l'entretien des ouvrages qui lui sont concédés à charge pour lui de solliciter l'accord du service gestionnaire de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions du présent arrêté de voirie ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au concessionnaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 9 REDEVANCE**

Le bénéficiaire du présent arrêté de voirie est soumis à une redevance annuelle en ce qui concerne l'occupation du domaine public. Son montant est calculé selon le barème en vigueur.

Elles devront figurer dans la déclaration annuelle d'occupation du domaine public routier faisant état du patrimoine de l'occupant au 31 décembre et qui sera transmise au Département du Jura au plus tard le 1<sup>er</sup> juin.

#### **ARTICLE 10 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION**

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre précaire et révoquant, et il ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Il peut être retiré à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Il est consentie pour une durée de **quinze ans** à compter de sa notification, en ce qui concerne l'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'arrêté de voirie ou en cas de non renouvellement au terme de sa validité, le concessionnaire sera tenu si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du concessionnaire de la présente autorisation..

Le Département peut décider de ne pas imposer pas de remise en état des lieux. Dans cette hypothèse, les ouvrages situés sur le domaine public deviendront sa propriété et il se substituera de plein droit au concessionnaire, y compris pour percevoir les éventuelles rémunérations versées par d'autres occupants au concessionnaire par voie conventionnelle.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais du concessionnaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

## **ARTICLE 11 RECOURS**

Le concessionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence Routière Départementale de LONS LE SAUNIER, à l'adresse suivante : 45 Route de Chilly 39570 MESSIA SUR SORNE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

Le concessionnaire pour attribution

Son client pour information

La commune de MONTMOROT pour information

L'ARD pour classement

**Signature de l'arrêté**



**ARRÊTÉ N° ARR\_2023\_1288\_AT\_RD678\_MONTMOROT**  
Portant accord technique de voirie

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD LONS

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

- VU** La demande en date du 29 Septembre 2023 par laquelle ENEDIS 57 Rue Bersot 25000 BESANÇON, représenté par Mme Salomé PHILIPPON, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de raccordement au réseau électrique d'un panneau publicitaire dans l'emprise de la Route Départementale n° 678 au droit du n° 25, rue Aristide Briand 39570 MONTMOROT ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4, L3221-5 et L3333-8 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le code de l'énergie et notamment les articles L323-3 et L433-3 ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef d'Agence Routière Départementale de LONS LE SAUNIER ;
- VU** L'état des lieux ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 ACCORD TECHNIQUE**

Le concessionnaire désigné dans la demande susvisée est en droit d'exécuter sur la Route Départementale n° 678, commune de MONTMOROT, les travaux énoncés dans sa demande à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent titre ne confère pas à son bénéficiaire le droit réel prévu aux articles L1311-5 à L1311-8 du code général des collectivités territoriales.

## ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

### Implantation et ouverture du chantier

Le concessionnaire préviendra le service gestionnaire de la voirie de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

La tranchée transversale sera implantée sous accotement au PR 8+0835.

### Mode opératoire

- TRANCHÉE SOUS TROTTOIR

#### Tranchée ouverte sous trottoir

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm.
- Installation d'un grillage avertisseur, à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en G.N.T 0/31.5.
- Compactage par couches de 30 cm.

Réfection à l'identique du trottoir.

- CONTRÔLES DE COMPACTITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

### Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement de la RD 678 avec l'accord du service gestionnaire.

### Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

## ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

## ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À L'AMIANTE ET AUX HAP

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le concessionnaire est tenu d'**effectuer au préalable** et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le concessionnaire.

## ARTICLE 5 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder un mois. Le concessionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement faisant apparaître les canalisations et les ouvrages principaux réalisés sur la voie publique, dans le délai de trois mois à compter de la réception des travaux.

## ARTICLE 6 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre personnel et il ne peut être cédé sans l'accord du Département. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'occupation du domaine, le concessionnaire devra assurer l'entretien des ouvrages qui lui sont concédés à charge pour lui de solliciter l'accord du service gestionnaire de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions du présent arrêté de voirie ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au concessionnaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 7 REDEVANCE

Le bénéficiaire du présent arrêté de voirie est soumis à une redevance annuelle en ce qui concerne l'occupation du domaine public. Son montant est calculé selon le barème en vigueur.

Elles devront figurer dans la déclaration annuelle d'occupation du domaine public routier faisant état du patrimoine de l'occupant au 31 décembre et qui sera transmise au Département du Jura au plus tard le 1<sup>er</sup> juin.

## ARTICLE 8 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre précaire et révocable, et il ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Il peut être retiré à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Il est consentie pour une durée de **quinze ans** à compter de sa notification, en ce qui concerne l'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'arrêté de voirie ou en cas de non renouvellement au terme de sa validité, le concessionnaire sera tenu si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du concessionnaire de la présente autorisation..

Le Département peut décider de ne pas imposer pas de remise en état des lieux. Dans cette hypothèse, les ouvrages situés sur le domaine public deviendront sa propriété et il se substituera de plein droit au concessionnaire, y compris pour percevoir les éventuelles rémunérations versées par d'autres occupants au concessionnaire par voie conventionnelle.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais du concessionnaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

## **ARTICLE 9 RECOURS**

Le concessionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence Routière Départementale de LONS LE SAUNIER, à l'adresse suivante : 45 Route de Chilly 39570 MESSIA SUR SORNE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### **Diffusion :**

Le concessionnaire pour attribution

Son client pour information

La commune de MONTMOROT pour information

L'ARD pour classement

### **Signature de l'arrêté**

Signé électroniquement par :  
Jean-Jacques Moulinet  
Date de signature : 06/10/2023  
Qualité : ARD LONS



Envoyé en préfecture le 17/10/2023

Reçu en préfecture le 17/10/2023

Publié le 17-10-2023

ID : 039-223900010-20231017-ARR\_2023\_1337-AR



**DEMANDE D'AUTORISATION DE VOIRIE  
POUR TRAVAUX SUR ou EN LIMITE  
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER**

**Dossier 31311034**

**IMPRIME A ADRESSER A STA OU A LA MAIRIE DE LA COMMUNE CONCERNEE  
AU MOINS 2 MOIS AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

**DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : ENEDIS  
Représentée par : Agence Raccordement Marc  
Adresse complète : N° 57 rue Bersot  
Code postal : 25000 Ville : BESANCON  
N° tél : 09 70 83 29 70 / N° Fax : 03 81 83 87 19  
E mail : [are-alsacefranchecomte@enedis.fr](mailto:are-alsacefranchecomte@enedis.fr)

Envoyé en préfecture le 17/10/2023  
Reçu en préfecture le 17/10/2023  
Publié le 17-10-2023  
ID : 039-223900010-20231017-ARR\_2023\_1337-AR



**SI LE BENEFICIAIRE (propriétaire de l'ouvrage) EST AUTRE QUE LE DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : **AFCM**  
Représentée par : .....  
Adresse complète : **25 RUE ARISTIDE BRIAND** .....  
Code postal : **39362**.....Ville : **MONTMOROT** .....  
N° tél : 0381535652/ 0658072086  
Email : [assistante@afcm-affichage.fr](mailto:assistante@afcm-affichage.fr).....

**OBJET DE LA DEMANDE**

- Établissement de réseau
- X Établissement de branchement
  - Eau X Electricité  Gaz  Assainissement  Téléphone
  - Autres : .....
- Occupations diverses
  - Bois  Matériaux  Echafaudage  Autres : .....
- Emprise au sol : m<sup>2</sup>
- Création d'un accès au domaine public
- Création de saillies (balcons, enseignes, bannes...), à préciser : .....
- Création de trottoirs ou aménagement de sécurité
- Alignement pour construction / modifications / plantation / clôture.
- Distribution de carburants

**LOCALISATION DES TRAVAUX**

Adresse complète : N° **25**..... rue : **RUE ARISTIDE BRIAND** .....  
Code postal : **39362**.....Ville : **MONTMOROT** .....  
Références cadastrales : Section n° : Section AW / Parcelle 92 .....  
Voies intéressées : Route départementale n° : D678 .....

**NATURE DES TRAVAUX**

- X Ouvrage souterrain
  - X Tranchée  Autres : préciser : .....
  - Trottoir
- X Accotement
  - Chaussée
  - Ouvrage aérien
  - Autres, à préciser : .....
  - N° permis de construire ou de déclaration de travaux (éventuellement) : ...

**ENTREPRISE INTERVENANTE (si connue)**

Nom : SBTP .....  
Personne responsable : .....  
Adresse complète : N° rue : .....  
Code postal : .....Ville : .....  
N° tél : 03 84 24 85 28 ..... N° Portable : .....  
Email : .....

**PERIODE  
D'INTERVENTION**

Durée des travaux : .....  
Travaux envisageables du 29/09/2023.....

Envoyé en préfecture le 17/10/2023  
Reçu en préfecture le 17/10/2023  
Publié le 17-10-2023  
ID : 039-223900010-20231017-ARR\_2023\_1337-AR



**MODALITES  
ENVISAGEES  
D'EXPLOITATION DU  
CHANTIER**

- Coupure circulation
- Circulation alternée :
  - Alternat par feux
  - Alternat manuel
  - Alternat par panneaux de signalisation
- Autres, à préciser : .....

**ATTENTION : Si les travaux doivent perturber la circulation, une demande d'arrêté devra être déposée en mairie.**

**RENSEIGNEMENTS  
ET OBSERVATIONS  
COMPLEMENTAIRES**

**A réception des différents accords un prestataire sera mandaté.  
Celui-ci vous transmettra une DT-DICT comprenant ses coordonnées  
ainsi que les modalités d'exploitation définitive du chantier  
(date et délais d'intervention) .....**

**PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE EN 2 EXEMPLAIRES :**

- **Plan de situation permettant la localisation du terrain et l'emplacement exact des travaux**
- **Plan coté de l'ouvrage projeté (échelles exploitables : 1/200, 1/500 ou 1/1000)**
- **Photos du site si possible**

A BESANCON .....  
Le 29/09/2023 .....  
Signature du demandeur :  
Mme Philippon Salomé

Date de dépôt : .....  
Transmis au service gestionnaire de voirie avec AVIS :

FAVORABLE                       DEFAVORABLE

*Observations éventuelles et motivations de l'avis défavorable :*

*Observations éventuelles :*  
.....  
.....  
.....

.....  
.....  
A ....., le .....

Client AFCM  
25 rue Aristide Briand  
MONTMOROT  
Complet aérosouterrain T2 mono

Envoyé en préfecture le 17/10/2023  
Reçu en préfecture le 17/10/2023  
Publié le 17-10-2023  
ID : 039-223900010-20231017-ARR\_2023\_1337-AR



RAS BT sur T70

Pose coffret 805  
+918 en saillie  
contre la façade

1ml de  
terrassement sous  
les pavés